

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-barthélémy d'Anjou

Saint-barthélémy d'Anjou, le 09 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FOUSSIÉ (ex CALBERSON SMTR)

Rue du Châtelet
ZAC du Monné
72700 Allonnes

Références : 2024-234_ENRE_FOUSSIÉ – Allonnes_RAP
Code AIOT : 0006305580

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2024 dans l'établissement FOUSSIÉ (ex CALBERSON SMTR) implanté Rue du Châtelet ZAC du Monné 72700 Allonnes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FOUSSIÉ (ex CALBERSON SMTR)
- Rue du Châtelet ZAC du Monné 72700 Allonnes
- Code AIOT : 0006305580
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

FOUSSIÉ détient deux bâtiments logistiques au sein de la ZAC du Monné. La visite était dédiée au site MONNE 2.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Préfectoral du 13/04/2010, article 7.5.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours et 3 mois
2	Confinement des eaux	Arrêté Préfectoral du 13/04/2010, articles 4.2.2 et	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	incendie – organes de commande	4.2.3		
5	Implantation des bâtiments	Arrêté Préfectoral du 26/12/2012, article 2.6	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Confinement des eaux incendie – consignes	Arrêté Préfectoral du 13/04/2010, article 2.1.2.	Sans objet
4	Moyens d'intervention en cas d'incident	Arrêté Préfectoral du 13/04/2010, article 7.5.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La procédure en cas de déversement ou d'écoulement des eaux d'incendie et le suivi des organes de commandes du site sont bien pris en charge par l'exploitant.

Les bassins du site, plus particulièrement le bassin de confinement des eaux incendie, ne sont pas suivis. L'ensemble des bassins du site sont végétalisés ce qui empêche de vérifier leur étanchéité. L'exploitant devra mettre en place un plan d'actions afin de trouver des moyens de vérifier l'étanchéité des bassins.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/04/2010, article 7.5.5
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Action nationale de 2024 : Bassin de confinement (ou dispositif équivalent) pour recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction</p> <p>Article 7.5.5 Protection des milieux récepteurs (Bassin de confinement et bassin d'orage) Les eaux pluviales de toitures rejoignent 2 bassins de rétention d'une capacité totale de 1 473 m³ au minimum. Le débit de fuite de chaque bassin est limité à 5,41 litres/seconde. Ils sont maintenus, en temps normal, au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. [...] L'établissement dispose, sur le site, d'une capacité de confinement de 1 778 m³ au minimum permettant la récupération des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement). Elle est constituée par la rétention de l'entrepôt lui-même (1 495 m³ par surélévation du sol au niveau des ouvertures) et la voirie et quais de chargement (283 m³).</p>

Constats :

Ce constat fait suite à la remarque n°6 du 12/06/2015, qui a été reconduite lors de la visite du 15/09/2022 (constat n°7).

Lors de l'inspection du 15/09/2022, il avait été constaté que le bassin de confinement des eaux pluviales n'était pas étanche et fortement végétalisé. Il n'avait pas été observé la présence d'une bâche. Le volume réellement disponible au sein de ce bassin était incertain.

Entre l'inspection de 2022 et l'inspection de 2024, l'exploitant a réalisé une extension de son entrepôt, ce qui a conduit à la construction de nouveaux bassins :

- un bassin de tamponnement des eaux pluviales de toitures étanche,
- un bassin de rétention des eaux pluviales de toitures et d'incendie relié au bassin de confinement des eaux incendie existant.

Dimensionnement des bassins :

Suite à la visite, l'exploitant a envoyé un plan indiquant les dimensions des deux nouveaux bassins construits dans le cadre de l'extension. L'exploitant s'est engagé à donner le volume disponible du bassin existant.

État du bassin :

Les bassins sont volontairement végétalisés par souci d'esthétisme. L'exploitant a affirmé que la présence de terre était contrôlée, sur une épaisseur de 20 cm en moyenne.

À titre indicatif, l'exploitant a expliqué que la présence de terre sur le fond de bassin de rétention des eaux pluviales de toitures permettait de lester le bassin. Ce n'est pas le cas pour les autres bassins.

Sur place, il a été observé que la végétation n'était pas contrôlée. Des hautes herbes et/ou buissons sont présents sur l'ensemble des trois bassins, déclarés étanches.

Sur les côtés du bassin de confinement des eaux incendie, la forte pente en bordure du bassin a entraîné un glissement de la terre. L'épaisseur de terre n'est donc pas uniformément répartie sur l'ensemble du bassin. Sur certaines zones, l'absence de terre permettait de constater la présence d'une bâche. Ces glissements de terre semblent créer une traction sur bâche.

Aucun élément ne permet de vérifier l'état général des bâches et donc leur étanchéité.

Entretien du bassin :

L'exploitant ne réalise pas de suivi visuel de l'état des bassins.

L'exploitant mettra en place un registre de suivi de l'état général des bassins afin d'évaluer la présence de végétation notamment, et de prendre les dispositions adéquates de désherbage le cas échéant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de fournir dans un délai de 30 jours :

- un plan dimensionnant le bassin de confinement des eaux d'incendie existant,
- un registre de suivi de l'état visuel du bassin,
- un plan d'action permettant de vérifier l'étanchéité du bassin.

L'inspection demande à l'exploitant dans un délai de 3 mois :

- procéder à un nettoyage des bassins, plus particulièrement le bassin de confinement des eaux incendie, afin d'enlever les buissons et herbes hautes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours et 3 mois

N° 2 : Confinement des eaux incendie – organes de commande

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/04/2010, articles 4.2.2 et 4.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : Action nationale de 2024 : Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Article 4.2.2. Plans des réseaux Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classée ainsi que les services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation, et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation;- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...);- les secteurs collectés et les réseaux associés;- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs..);- les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). Article 4.2.3. Entretien et surveillance Les réseaux de collecte des effluents sont connus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Les canalisations de transports de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le plan des réseaux de son site, incluant les nouveaux réseaux construits dans le cadre de l'extension. Le site possède deux vannes de barrage automatiques et deux pompes de relevage. Lors de la visite, le fonctionnement des vannes a été vérifié, à l'aide de la commande locale et manuellement. Les deux vannes se sont bien ouvertes et fermées. L'exploitant a expliqué mettre en place ponctuellement des exercices de mise en situation de déversement afin de sensibiliser ses équipes au fonctionnement des vannes et des pompes de relevage. L'exploitant tracera ces exercices sur un registre détaillant l'incident et la prise en charge des équipes. Le prochain contrôle des organes de commandes est planifié pour l'année 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant, dans un délai de 30 jours, de mettre en place un registre qui recense les exercices de déversement ou d'écoulement des eaux incendie du site.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Confinement des eaux incendie – consignes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/04/2010, article 2.1.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Action nationale de 2024 : Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.</p> <p>Article 2.1.2. Consignes d'exploitation L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.</p> <p>L'exploitant doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté sa procédure en cas de pollutions accidentelles sur la voirie : déversement ou écoulement d'eaux incendie. Par la suite, la procédure a été actualisée (en date du 20/06/2024) et envoyée à l'inspection.</p> <p>Les pistes d'améliorations proposées lors de la visite ont bien été prises en compte. Ces dernières étant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • indiquer le fonctionnement de l'actionnement des vannes et des pompes de relevage, • vérifier que l'eau ne s'écoule plus à la sortie des vannes ou de la pompe de relevage, • indiquer l'emplacement du pied de biche afin d'ouvrir les regards des vannes, • faire contrôler le niveau de pollution des eaux par un laboratoire compétent.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens d'intervention en cas d'incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/04/2010, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eau et mousse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'entrepôt est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : [...] 4 poteaux incendie situés à proximité du site pouvant délivrer un débit de 120 m³/h , [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Ce constat fait suite au constat n°6 de la visite du 15/09/2022.</p>

<p>Suite à l'extension du site, les moyens de lutte contre l'incendie ont été modifiés. Les ressources en eau présentes sur le site sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 poteaux incendie privés alimentés par le réseau public délivrant 120 m³/h, • 2 réserves souples de 120 m³ et une réserve souple de 360 m³. <p>L'exploitant a fait mesurer le débit des poteaux incendie du site en simultané. Ils respectent bien le débit de 120 m³/h.</p> <p>De plus, l'exploitant a déclaré avoir fait réceptionner sa nouvelle réserve souple de 120 m³ par le SDIS.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Implantation des bâtiments

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2012, article 2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Écrans thermiques en façade
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Implantation : Des écrans thermiques sont placés sur les façades de l'entrepôt - côté Nord-Ouest sur une hauteur de 10 mètres ; - côté Sud-Est sur une hauteur de 6,5 mètres.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 12/06/2016, il avait été demandé à l'exploitant d'apporter une justification que les écrans de bardage métallique constituent des écrans thermiques (constat n°8). Cette remarque a été reconduite lors de la visite du 15/09/2022. L'exploitant avait expliqué que le changement d'exploitant entre les deux visites a causé une absence de traçage sur ce point.</p> <p>Lors de la visite du 19/06/2024, l'exploitant s'est engagé à attester des caractéristiques techniques des écrans dans le DOE de 2011. Si cette information n'est pas trouvée, il s'est engagé à effectuer une modélisation FLUMILOG afin de vérifier que les flux thermiques de plus de 8 kW/m² restent à l'intérieur du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de fournir, dans un délai de 30 jours, une attestation des caractéristiques techniques des écrans du DOE de 2011 ou une modélisation thermique (à l'aide de l'outil FLUMILOG) justifiant que les flux thermiques de 8 kW/m² restent dans le périmètre ICPE du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours